

## Plan B : de la pensée binaire, ou comment faire du sur-place

Michel Husson, *A l'encontre*, 23 février 2016

Les initiatives se multiplient autour d'un projet de plan B, récemment à Paris, Berlin et Madrid. Si l'on examine les interventions, force est de constater que toute avancée est bloquée par l'opposition entre deux positions que Cédric Durand<sup>1</sup> présentait ainsi à Madrid :

- « La première possibilité consiste à placer au premier plan l'objectif de changer l'Union européenne (UE) et, plus précisément, les règles de l'euro. L'idée consiste à lutter directement à l'échelle du continent afin de créer un espace favorable au changement. Cette option est la plus ambitieuse. L'horizon de sa réalisation est assez long et la possibilité de sa mise en oeuvre effective est très faible.
- La seconde option revient à utiliser les possibilités qui existent au niveau national pour mettre un terme à l'austérité, à la dictature de la dette ainsi qu'aux réformes structurelles néolibérales ».

Le raisonnement est ensuite le suivant : la première option est décidément la meilleure, mais elle est hors de portée en raison de l'essence même de l'Union européenne, d'où les réserves ou les critiques à l'égard de Diem25, l'initiative de Varoufakis<sup>2</sup>. La seule option, comme le démontre *a contrario* l'expérience de Syriza, est donc une véritable rupture, qui conduit *de facto* à la sortie de l'euro.

Bref, cette opposition radicale semble irréductible. Elle constitue un obstacle majeur à la coordination paneuropéenne des luttes contre l'austérité. Certains, comme Cédric Durand (à Paris), évoquent une voie médiane : « Une gauche victorieuse dans un des pays du centre devrait proposer un démantèlement solidaire de l'euro et mettre en oeuvre (...) la création d'une monnaie européenne commune<sup>3</sup> ». Mais cette proposition n'est pas cohérente car un pays, même un pays du centre, ne pourrait à lui seul « mettre en oeuvre » une monnaie commune : il lui faudrait l'assentiment des autres pays et, là aussi, « l'horizon de sa réalisation est assez long et la possibilité de sa mise en oeuvre effective est très faible ».

En termes concrets, on est vite ramené à cette alternative : sortie ou non de l'euro. Or, le fait de poser ainsi la question est discutable de plusieurs points de vue, le plus important étant qu'elle induit, qu'on le veuille ou non, une polarisation entre intérêts nationaux plutôt qu'entre intérêts sociaux, et qu'elle échappe inexorablement à un solide ancrage à gauche.

Sortir de la pensée binaire suppose de passer à une pensée stratégique autour de quelques repères. Oui, évidemment, on ne peut tabler sur une « émeute » (c'est le terme utilisé par Durand) coordonnée et simultanée à travers l'Europe ; l'hypothèse stratégique est celle de l'arrivée d'un gouvernement de gauche dans un pays. Et s'il est

---

<sup>1</sup> Cédric Durand [Madrid, 20 février 2016], « [L'Union européenne n'est pas un champ de bataille. C'est une prison](#) » *A l'encontre*, 22 février 2016.

<sup>2</sup> Thomas Fazi : « [A Critique Of Yanis Varoufakis' DiEM25](#) », *Social Europe Journal*, 9 février 2016.

<sup>3</sup> Cédric Durand [Paris, 23 janvier 2016], « [La gauche et la monnaie européenne : face A, face B](#) », *ContreTemps.eu*, 1er février 2016.

vrai que le rapport de forces initial serait différent selon la taille du pays, cela ne veut pas dire que la rupture serait - ou était - hors de portée, même comme dans un « petit » pays comme la Grèce.

Une stratégie de rupture devait donc combiner ces deux dimensions : une rupture au niveau national, assortie d'une politique visant à prendre appui sur cette rupture nationale au niveau européen. Il s'agit bien d'articuler et non d'opposer deux orientations :

- l'affirmation du droit à la désobéissance et au refus des règles européennes, en s'appuyant sur des mesures de sauvegarde d'une expérience alternative : suspension des paiements de la dette, contrôle des capitaux, etc., ceci pouvant aller jusqu'à la sortie de l'euro.
- l'affirmation que cette rupture se fait au nom d'une refondation de l'Europe.

Il faut être pragmatique, nous dit Durand, mais c'est pour ajouter immédiatement qu'il y a « deux options progressistes entre lesquelles il faut choisir ». Autrement dit, il faudrait choisir entre la désobéissance au niveau national et un projet de refondation au niveau européen.

En posant le problème de cette manière, le risque est grand d'ensabler la dynamique sociale dans un débat stérile et de bloquer durablement la convergence et la coordination des forces anti-austérité en Europe. C'est assez désolant.

Est-il vraiment impossible de marcher sur ses deux jambes : affiner les modalités du processus de rupture nationale (contrôle des capitaux, annulation de la dette, monnaie parallèle, etc.) autrement dit réfléchir sur les leviers d'un plan B, tout en approfondissant un projet pour une autre Europe ?<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Pour une argumentation plus détaillée, voir : Michel Husson, « [Euro : en sortir ou pas ?](#) », *A l'encontre*, 18 juillet 2011.